

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MERCREDI 19 JANVIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

WOENSDAG 19 JANUARI 2011

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 21 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La question n° 1902 de M. Tuybens est transformée en question écrite.

01 Question de Mme Alexandra Colen à la ministre de l'Intérieur sur "la situation de la communauté copte en Belgique" (n° 1914)

01.01 **Alexandra Colen** (VB): Al-Qaïda a proféré des menaces à l'égard de la communauté copte dans plusieurs pays. Des mesures de protection ont déjà été prises dans certains de ces pays.

Des églises ou des centres coptes en Belgique figurent-ils également sur la liste d'Al-Qaïda? Des mesures ont-elles été prises pour garantir la sécurité des chrétiens coptes? Une concertation sur une approche plus globale du problème a-t-elle lieu au niveau européen?

01.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Au terme d'une évaluation, l'OCAM a conclu qu'une menace moyenne de niveau 2 pèse sur les églises ou centres coptes de Belgique. Des mesures de protection adaptées ont été prises. Les autorités locales des villes abritant des communautés coptes sont invitées à la vigilance. Je ne peux malheureusement pas donner davantage de détails.

Le Noël copte a par ailleurs été célébré sans incidents le 7 janvier 2011.

Des contacts entre services chargés de l'évaluation de la menace se déroulent à l'échelon européen.

01.03 **Alexandra Colen** (VB): Les églises chrétiennes quelle que soit leur obédience sont régulièrement la cible de l'extrémisme musulman et il convient donc de rester sur ses gardes.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "le passage de la frontière belgo-allemande sur l'autoroute E40 à Lichtenbusch" (n° 1945)

02.01 **Katrin Jadin** (MR): Il me revient qu'il existe de gros problèmes de sécurité sur l'aire de parking du poste frontière de Lichtenbusch, sur l'E40, ce qui affecte les voyageurs, mais aussi les tenanciers et le personnel de l'hôtel qui s'y trouve. Il y aurait des problèmes de drogue, de racket et d'autres pratiques peu avouables. Chaque année, 30 millions de personnes franchissent ce poste frontalier belgo-allemand.

Avez-vous connaissance de ces problèmes de sécurité? Combien d'interventions sont-elles enregistrées à

cet endroit et à quelle fréquence la police des autoroutes fait-elle des contrôles sur place? Quid des autres aires du pays, notamment au niveau des frontières? Y constate-t-on les mêmes faits?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Ces problèmes nous sont connus. La police judiciaire a enregistré 87 plaintes pour grivèlerie et trois pour vol de chargement en 2009 ainsi que 16 pour grivèlerie et une pour vol qualifié en 2010. Elle n'a connaissance d'aucune plainte de l'hôtel qui se trouve sur ce parking.

Les parkings près de la frontière française sont confrontés à un manque de capacité pour les poids lourds. L'insécurité est souvent due à des parkings trop petits ou dont les aménagements sont insuffisants.

La police fédérale de la route surveille ces aires par des patrouilles plus fréquentes.

Du côté préventif, je voudrais mentionner le projet relatif à la sécurisation des parkings que j'ai développé lors de la présidence belge. J'ai obtenu l'accord de mes 26 collègues pour développer des mesures de sécurité, allant d'un éclairage adapté à l'installation de caméras de surveillance. Ces éléments de sécurité ont été traduits dans un modèle comprenant cinq catégories de parkings suivant le degré de sécurité. Ce modèle a été adopté lors du Conseil Justice et Affaires intérieures de novembre 2010.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives au déroulement des missions de recherche" (n° 2058)
- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'utilisation abusive des données policières par certains policiers" (n° 2059)
- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives à l'accueil du citoyen par les services de police" (n° 2060)
- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P en matière de saisies" (n° 2061)
- M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Comité permanent P relatives aux atteintes à l'intégrité physique" (n° 2062)

03.01 Olivier Maingain (MR): Depuis le 15 décembre, le rapport annuel 2009 du Comité P est connu. Il formule des recommandations pour l'amélioration des fonctions de police.

Le premier thème concerne les missions de recherche des services de police. Le Comité P recommande une directive nationale relative à la descente sur les lieux. Dans l'intérêt de l'enquête et de l'administration de la preuve, il faut essayer de limiter au maximum les pertes de temps entre les premières constatations et les devoirs d'enquête.

Où en est la préparation d'une directive afin de standardiser les pratiques et d'améliorer la qualité?

Deuxième sujet: l'accueil des citoyens dans les services de police. Le Comité P déplore que les pratiques soient souvent improvisées, sans "vision d'accueil" globale. Une formation spécifique à l'assistance aux victimes lui paraît nécessaire pour tous les fonctionnaires de police. En matière d'assistance aux victimes de dégâts collatéraux des interventions de police, le Comité relève l'absence d'une circulaire nationale. Au niveau local, l'assistance aux victimes d'une arrestation ou d'une perquisition renforcée devrait être incluse dans les tâches des assistants sociaux des zones de police locale.

Des mesures sont-elles prévues pour une procédure claire d'accueil au citoyen, notamment pour la réception de plaintes et dénonciations, et la mise en place de formations?

Le troisième sujet concerne l'utilisation abusive des données, non seulement policières mais aussi externes (comme le Registre national ou le registre des véhicules immatriculés) par certains policiers, à des fins personnelles. Ces abus sont aussi commis par des collaborateurs administratifs qui ne sont pas toujours autorisés à consulter ces données. Le Comité P recommande de fermer l'accès aux banques de données après chaque consultation et d'organiser des rappels réguliers aux règles à l'intention des collaborateurs. Il souhaite aussi que les membres de la police concernés personnellement par l'objet des recherches n'effectuent pas celles-ci eux-mêmes.

Envisagez-vous des mesures pour que les banques de données de la police ne soient plus utilisées en enfreignant la loi?

En matière de saisies, le Comité P relève que de nombreux problèmes subsistent (disparition de biens ou d'argent saisis). Pour le Comité P, ces dysfonctionnements sont dus au manque de directives claires ou à l'absence de contrôle de leur respect, au morcellement des responsabilités et à la multiplicité des accès autorisés aux coffres-forts, voire à l'absence de ces derniers.

Quelles mesures sont envisagées pour donner suite aux recommandations du Comité P?

Les atteintes à l'intégrité physique des citoyens représentent chaque année une part importante des plaintes déposées. Le Comité P regrette l'absence d'une politique structurelle et d'un suivi systématique.

Comment comptez-vous lutter contre ces dérives?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'ai lu avec attention le rapport du Comité P.

Pour l'assistance aux victimes, un volet est prévu dans la formation de base de chaque membre du cadre opérationnel de la police intégrée. On offre également des formations continues sur ce thème. Dans le plan de formation 2011, cet aspect est une priorité.

Il n'existe pas de circulaire en matière d'assistance aux personnes victimes d'une arrestation. Les obligations des services de police à leur égard sont reprises dans la loi sur la fonction de police.

La Banque de données nationale générale (BNG) n'est accessible qu'aux policiers qui ont reçu une autorisation spécifique de leur autorité hiérarchique. Et les responsables doivent vérifier si la consultation de la banque de données par un membre de la police s'est effectuée dans le respect des règles. Il sera rappelé aux utilisateurs de fermer la banque de données une fois les recherches effectuées. Des sanctions disciplinaires et judiciaires sont possibles. Une campagne de sensibilisation a été menée. On procède donc de manière répressive et préventive.

La circulaire ministérielle GPI 62 du 14 février 2008 concernant l'armement de la police intégrée prévoit l'enregistrement et l'analyse de la contrainte et de la violence par et envers la police. Un groupe de travail développe le processus et la procédure pour définir et automatiser cet enregistrement.

Une formation et un entraînement sont préconisés par la circulaire ministérielle GPI 48 concernant la formation et l'entraînement en gestion de la violence pour le personnel opérationnel des services de police.

Les questions portant sur une directive nationale relative à la descente sur les lieux et la gestion des objets saisis relèvent du ministre de la Justice.

03.03 Olivier Maingain (MR): J'ai noté votre souci de renforcer la formation des futurs fonctionnaires de

police et la formation continue à la suite des préoccupations du Comité P.

On devrait aussi pouvoir effectuer un suivi des recommandations du Comité P en commission de concertation avec la police locale.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1957 de M. Kindermans est supprimée.

04 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le test des sirènes à proximité des sites nucléaires et Seveso de 'seuil haut'" (n° 1969)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le Centre de crise du Service public fédéral Intérieur devait organiser, le 6 janvier dernier, les tests des sirènes électroniques implantées à proximité des sites nucléaires et des entreprises Seveso de "seuil haut". L'objectif était de contrôler le bon fonctionnement du dispositif. Le Centre de crise a décidé d'annuler cet exercice à cause de la neige.

Confirmez-vous cette information? Dans quel état sont donc les différentes sirènes? Quelle est la proportion de sirènes en état de fonctionner dans nos trois Régions? Pour quelle raison les batteries des sirènes concernées ne disposent-elles que d'une puissance limitée? Dans quelle mesure les dispositifs d'intervention et d'alerte ont-ils été adaptés en fonction de ces conditions hivernales extrêmes, qui duraient alors depuis quasiment un mois? Quelles mesures sont-elles envisagées afin de résoudre ce problème, et dans quel délai?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le fait que le test ait été annulé ne signifie pas qu'en cas de problème réel, les sirènes n'auraient pas fonctionné. Il s'agissait de préserver les batteries pour qu'elles puissent fonctionner en cas de situation d'urgence réelle.

Les tests silencieux ont eu lieu le 6 janvier. Plus de 99 % des sirènes en Flandre et près de 80 % des sirènes en Wallonie fonctionnaient. L'analyse des sites en dérangement a démontré que le phénomène est réparti de telle manière qu'en cas de problème, aucune région n'aurait connu de souci majeur d'audibilité des sirènes.

Au moment du test du 6 janvier, les sirènes disposaient d'une puissance affaiblie à cause du froid extrême et de l'obscurité hivernale. Le choix technique d'alimenter les sirènes par le biais de panneaux solaires n'est pas remis en question, mais des mesures ont été prises dès le lendemain des tests pour apporter des solutions au cas par cas. Pour ce qui est des tests de 2010, les résultats atteignent une moyenne de 98 %.

04.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est une bonne moyenne. Les conditions hivernales que nous avons connues étaient exceptionnelles. Peut-être deviendront-elles plus régulières et dès lors, cette idée de recourir aux panneaux solaires pour alimenter les systèmes d'information et d'alerte des citoyens doit être complétée par une vigilance plus régulière des services du ministère de l'Intérieur.

J'espère que toutes les leçons pourront être tirées de cette situation pour qu'en cas d'accident, ces dispositifs puissent servir comme prévu. Je vois que vous vous montrez vigilante.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "des incidents impliquant des images de surveillance" (n° 2010)

05.01 Leen Dierick (CD&V): Il est apparu récemment qu'un agent de gardiennage avait stocké des images de vidéosurveillance – montrant principalement de jolies femmes – sur une clé USB.

Ces pratiques sont-elles courantes? Ces images peuvent-elles quitter le centre de contrôle? Quelles procédures sont applicables au traitement des images de surveillance? A-t-on connaissance d'autres

incidents de ce type? L'inspection de l'Intérieur a-t-elle lancé une enquête sur ces faits? Des mesures ou sanctions seront-elles prises à l'encontre de l'auteur des faits?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La loi sur le gardiennage ne comprend aucune disposition concernant les compétences dévolues aux agents de gardiennage effectuant des contrôles par le biais de systèmes de télésurveillance. Cette matière est régie par la loi sur les caméras, une loi spéciale applicable à tous.

Il est inacceptable que des agents de surveillance enregistrent eux-mêmes des images et épient des citoyens sans que la sécurité l'exige. J'ai le pouvoir de suspendre ou de retirer la carte d'identification de ces agents. Le ministre de l'Intérieur a déjà usé de ce droit en 2006 à l'occasion d'un incident comparable. Mes services ont lancé une enquête sur cette affaire et la Commission de la protection de la vie privée examinera également cet incident. Je prendrai les sanctions qui s'imposent si des infractions à la législation sur le gardiennage sont constatées ou si des faits inacceptables sur le plan déontologique sont mis en évidence.

05.03 Leen Dierick (CD&V): Je me félicite que ce problème ne soit manifestement pas courant.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2011 de Mme Galant est reportée.

06 Questions jointes de

- **Mme Annick Ponthier** à la ministre de l'Intérieur sur "des problèmes liés à la langue dans les centraux 100" (n° 2035)

- **Mme Kattrin Jadin** à la ministre de l'Intérieur sur "l'appel d'urgence au 101" (n° 2145)

- **M. Raf Terwingen** à la ministre de l'Intérieur sur "des problèmes linguistiques au sein du central de secours 100" (n° 2172)

06.01 Annick Ponthier (VB): Il arrive dans certaines régions lors d'un appel d'urgence que de précieuses minutes soient perdues, simplement parce qu'avant de pouvoir rapporter les événements en néerlandais, le correspondant passe par un interlocuteur francophone parfois même suivi d'un germanophone. Ce fut encore récemment le cas à Riemst.

La ministre peut-elle apporter des précisions sur ce cas concret? Peut-elle fournir un inventaire d'incidents similaires et les commenter? Comment la ministre explique-t-elle de tels incidents? Quelles sont les mesures annoncées précédemment par la ministre et quelles sont celles mises en œuvre depuis? Quelles autres mesures la ministre prévoit-elle?

06.02 Kattrin Jadin (MR): Un citoyen de Saint-Sauveur (Frasnes-lez-Anvaing) qui venait d'être victime d'une tentative de cambriolage a téléphoné au service 101, où il est entré en contact avec un agent néerlandophone ne maîtrisant pas énormément la langue française. De plus, ce policier ignorait où se trouvait Saint-Sauveur.

Est-il normal qu'un citoyen ayant appelé un numéro d'urgence ne trouve pas d'interlocuteur pouvant lui répondre parfaitement dans sa langue?

Dans le cas exposé, l'appel a été passé à 2 h 45 et la police est arrivée sur les lieux une heure et demie plus tard.

Comment expliquer ce délai trop long et comment y remédier? Cet incident a-t-il fait l'objet d'un suivi?

06.03 Raf Terwingen (CD&V): J'adhère totalement au point de vue défendu par Mme Ponthier.

06.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Ce problème ne m'est pas inconnu. Pour les appels passés à partir de lignes fixes, les anomalies de ce type ne devraient pas se produire. Elles ne peuvent survenir que si des routages incorrects sont effectués chez les opérateurs télécoms. Dans ces cas-là, les erreurs leur sont signalées et ils procèdent alors aux rectifications nécessaires.

(En français) En cas d'appel par gsm, des erreurs de routage sont inévitables parce que l'appel passe par l'antenne la plus proche. Il arrive qu'un appel venant d'une commune d'un côté de la frontière linguistique soit capté par une antenne située de l'autre côté, ce qui fait que l'appel est transmis vers une centrale d'urgence de l'autre rôle linguistique. Nos services de secours ont d'ailleurs insisté auprès des opérateurs gsm pour qu'ils optimisent leur réseau le long de la frontière linguistique.

En ce qui concerne le rôle des opérateurs gsm, je vous renvoie à mon collègue chargé des télécommunications.

Pour les opérateurs des centrales d'urgence, à l'exception de la celle de Bruxelles, la législation linguistique ne permet pas d'exiger la connaissance de la deuxième langue nationale.

(En néerlandais) Nous étions déjà bien avancés dans la procédure de fédéralisation de cent préposés et avons encouragé ces derniers à maîtriser la deuxième langue nationale par des formations et des incitants financiers. Depuis que nous sommes en affaires courantes, le dossier est resté en suspens, mais je vais voir à présent ce que je puis encore faire.

Pour l'heure, sur le plan de la procédure, une collaboration entre les différents centraux permet de faire face à la situation. L'objectif visé est que, lorsqu'ils reçoivent un appel dans l'autre langue nationale, les cent préposés puissent, au moindre doute, contacter un central 100 de l'autre langue nationale.

Dans le cadre du fonctionnement par projet 112, les services d'urgence examinent quelles autres initiatives ils pourraient éventuellement prendre pour encore mieux servir chacun dans sa langue.

(En français) Pour les deuxième et troisième questions de Mme Jadin, pour pouvoir interpellier la police à ce sujet, je vous demanderai la date de l'appel téléphonique. Je vous ferai alors parvenir ma réponse par écrit.

06.05 Annick Ponthier (VB): Les problèmes existent toujours et le routage des appels mobiles n'est pas infaillible. En 2006 déjà, le ministre Dewael avait annoncé que des tests seraient effectués et qu'ils seraient ensuite analysés avec les opérateurs mobiles. Nous nous informerons sur les résultats auprès du ministre compétent.

Qui recrute les collaborateurs des centres d'appel, si ce ne sont pas les autorités fédérales?

06.06 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Ce sont les communes.

06.07 Annick Ponthier (VB): Ne conviendrait-il pas dès lors que la ministre insiste auprès des bourgmestres pour que le personnel soit au moins bilingue? Si la coopération entre les opérateurs gsm laisse à désirer depuis des années déjà, nous ne devons plus compter sur eux pour trouver une solution au problème. J'insiste pour que le gouvernement en affaires courantes prenne des initiatives.

06.08 Raf Terwingen (CD&V): Le problème n'est pas neuf, mais semble compliqué à résoudre. La rapidité des services d'urgence doit toujours primer. Si des textes précis ont été élaborés par les cabinets, ils ne peuvent être bloqués par les opérateurs gsm. Il me semble que la sécurité passe avant les intérêts commerciaux.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la prime Copernic pour le personnel opérationnel des services de police" (n° 2011)

07.01 Jacqueline Galant (MR): Suite à la décision judiciaire, rendue le 28 septembre dernier, condamnant l'État belge au paiement, rétroactivement depuis 2002, de la prime Copernic pour des membres de la police fédérale et locale, affiliés au syndicat Sypol, la condamnation éventuelle de ma zone entraînerait un surcoût de 400 000 euros.

Quel est l'état d'avancement du dossier? Ne conviendrait-il pas que le fédéral intervienne pour aider les

zones de police? Ne conviendrait-il pas d'intégrer cette nouvelle donnée dans le processus d'élaboration d'un nouveau mécanisme de financement des zones de police?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Il est prématuré de parler d'une condamnation à payer puisqu'une instruction a été donnée pour interjeter appel. Concernant les intérêts communs, les arguments seront développés en concertation avec les associations des villes et communes. En matière de répartition financière, chacun organise sa propre défense. La révision de la loi de financement des zones nécessiterait un gouvernement de plein exercice.

07.03 Jacqueline Galant (MR): Le Sypol avait porté plainte. Les autres syndicats ont également introduit une requête. Il faut rester attentif.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2055 de M. Frédéric est transformée en question écrite.

08 Question de Mme Karolien Grosemans à la ministre de l'Intérieur sur "la grève du zèle au central 100 de Louvain" (n° 2068)

08.01 Karolien Grosemans (N-VA): Fin décembre, le personnel du central 100 de Louvain a entamé une grève du zèle pour réclamer un salaire décent, des recrutements supplémentaires et de meilleures conditions de travail. Cette action est toujours en cours. Les appels sont transférés sans aucune forme de filtrage ni traitement. Par ailleurs, il est répondu exclusivement en néerlandais à tous les appels, y compris les appels en langue étrangère. Des situations très dangereuses pourraient en résulter.

Une concertation est-elle organisée avec le personnel mécontent? L'action en cours pourrait-elle menacer le service? Y a-t-il des risques réels?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Cette grève du zèle est liée, en effet, à un manque d'effectifs au central du Brabant flamand. Mes services ont pris les mesures nécessaires: neuf opérateurs fédéraux ont été recrutés en 2009 et trois en 2010. Dès lors, le centre en question dispose d'effectifs suffisants, à mon estime. Les préposés au central d'appels qui font la grève du zèle sont des employés de la ville de Louvain. Celle-ci doit donc décider de la nécessité de procéder à d'autres recrutements supplémentaires.

La différence de statut entre les préposés et les *calltakers* du centre de communication de la police suscite aussi le mécontentement. C'est pourquoi j'ai proposé au gouvernement de fédéraliser le personnel communal. Les négociations dans ce sens peuvent débuter.

Enfin, un troisième motif de mécontentement joue. Chaque central 100/112 doit instaurer une fonction de chef d'équipe. La ville de Louvain n'a pas encore lancé la procédure à cet effet mais, par contre, elle a créé un point de contact. Les opérateurs refusent cette fonction temporaire. Ici aussi, l'initiative doit donc être prise par la ville.

Les opérateurs garantissent un traitement de tous les appels d'urgence, mais ce mode d'action ne favorise évidemment pas une assistance idéale. Ainsi, lorsqu'ils reçoivent des appels de police urgents de personnes ayant composé les numéros d'urgence 100/112, ils ne posent aucune question élémentaire et transfèrent directement l'appel au dispatching de la police. Cette approche augmente la perte de temps et les risques.

08.03 Karolien Grosemans (N-VA): On s'attend donc à ce que la ville intervienne. Il faut bien se rendre compte que les *calltakers* sont vraiment sur les genoux.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions de Mme Lahaye-Battheu (n°s 2072 et 2073) et de M. Jadot (n°s 2078 et 2087) sont reportées. M. Veys étant absent, il ne peut poser sa question n° 2074.

09 Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intérieur sur "le projet de fermeture du poste

avancé de la protection civile à Audenarde" (n° 2148)

09.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Les informations parues dans les médias concernant le projet de fermeture du poste avancé de la protection civile à Audenarde sont-elles exactes?

Qu'advient-il des volontaires et du matériel encore présent et qu'en sera-t-il du fonctionnement de la protection civile? La ministre a-t-elle pris contact avec le bourgmestre? Quelles seront les conséquences de la réorganisation de la protection civile sur le volontariat en général? Cette fermeture n'aura-t-elle pas d'incidence sur la couverture des risques calculée dans le cadre de la réforme des services d'incendie? La future zone d'incendie permettra-t-elle de couvrir les risques? Quelle incidence budgétaire prévoit-on?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La décision de fermer le poste avancé d'Audenarde ne fait pas partie d'un plan de réorganisation de la protection civile. Cette décision est liée au fait qu'il n'y a plus de personnel lié à ce poste. Il existe deux espèces de volontaires à la protection civile: les volontaires de première ligne et les réservistes. Depuis deux ans, les volontaires de première ligne de la région d'Audenarde sont tous incorporés au sein de l'unité permanente de Liedekerke. Quant aux volontaires-réservistes, ils ne sont plus présents à Audenarde.

C'est le chef de colonne de Liedekerke qui a lui-même proposé de fermer le poste avancé d'Audenarde. Cette proposition a été longuement examinée avec les autres chefs de colonne et les autorités hiérarchiques. Tous étaient sur la même longueur d'onde. Une concertation avec l'administration communale d'Audenarde aura lieu à brève échéance. La ville d'Audenarde a tout intérêt de pouvoir faire appel à l'unité bien équipée de Liedekerke. La fermeture du poste avancé n'aura aucune incidence sur la couverture des risques.

Les deux camionnettes seront transférées à l'unité permanente de la protection civile de Liedekerke dont fait partie le poste avancé.

09.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Les volontaires de la protection civile ont le sentiment que la situation devient de plus en plus difficile. Nous devons effectivement disposer de personnel d'élite mais comment faut-il traiter les volontaires qui ne réussissent plus toutes les épreuves? La ministre laissera-t-elle se perdre leur expérience et leur savoir-faire?

09.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Nous ne laissons aucunement tomber les volontaires. Nous avons récemment encore mené une campagne en vue de recruter des volontaires supplémentaires. Les taux de réussite pour les épreuves de sélection – qui ne sont pas aisées – sont élevés. Les nouvelles règles n'ont pas été élaborées pour exclure des volontaires, bien au contraire. Je suis fermement convaincue que nous avons besoin de ces volontaires.

09.05 Stefaan Vercamer (CD&V): J'estime que nous avons manqué une occasion d'intégrer la protection civile dans la réorganisation des services d'incendie. Les volontaires doivent à présent partir d'Audenarde pour se rendre à Liedekerke – un trajet de 40 kilomètres – pour y recevoir des ordres. La procédure est identique en cas d'inondations dans la région.

L'incident est clos.

10 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "le plan national de prévention contre l'incendie" (n° 2115)

10.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): En février 2010, la ministre lançait le plan national de prévention contre l'incendie afin de réduire le nombre de décès et de blessures occasionnés par les incendies domestiques. Ce plan prévoyait également l'intervention de conseillers en prévention incendie spécialement formés.

Quel est l'état d'avancement de ce plan? Tous les services d'incendie disposent-ils de conseillers en prévention? Dans quelle mesure fait-on appel à eux?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La task force pour la prévention des incendies a été mise sur pied en vue de l'élaboration d'une approche intégrale en matière d'incendies et d'intoxications causées par le monoxyde de carbone. La fonction de conseiller en prévention incendie a été définie, la

formation mise au point et, en 2010, quatre sessions de formation ont déjà été organisées. Nous avons également dressé la check-list "Mon habitation est-elle suffisamment protégée contre le feu?". Le citoyen peut également trouver en ligne des conseils de prévention adaptés à sa situation. Des dispositifs ont été développés pour soutenir le conseiller en prévention incendie dans sa mission et diverses campagnes de sensibilisation ont été organisées. Une enquête en matière de prévention incendie a été menée pour contrôler dans quelle mesure les citoyens sont préoccupés par le sujet.

En 2011, nous continuerons à travailler au plan national de prévention contre l'incendie pour les habitations. Nous prévoyons l'organisation de formations et de recyclages pour les conseillers en prévention incendie, ainsi que de nouvelles campagnes de sensibilisation.

La formation de 87 conseillers en prévention incendie est à présent terminée et 28 bases opérationnelles disposent d'un ou de plusieurs conseillers en prévention incendie.

Ils doivent organiser des séances d'information à l'intention de groupes-cibles spécifiques, sensibiliser les citoyens par le biais d'initiatives locales mais aussi conseiller en répondant aux questions du citoyen en fonction de l'habitation. Compte tenu du suivi local des questions, j'ignore dans quelle mesure il est fait appel à eux.

10.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Ces 87 conseillers spécialisés sont-ils dispersés dans tout le pays?

10.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Oui. Sur les 32 zones pré-opérationnelles, 28 disposent d'un ou plusieurs conseillers en prévention d'incendies. Je dois me renseigner quant aux éventuelles divergences entre provinces.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Valérie Déom à la ministre de l'Intérieur sur "la décision du tribunal du travail de Dinant concernant la reconnaissance du statut de travailleur des pompiers volontaires et le paiement de leur garde à domicile comme des heures de travail" (n° 2159)**

- **M. Ronny Balcaen à la ministre de l'Intérieur sur "la décision du tribunal de Dinant en matière de temps de travail des pompiers volontaires" (n° 2166)**

11.01 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): S'appuyant sur diverses directives européennes, le tribunal de première instance de Dinant, suite à la plainte de pompiers volontaires de Couvin, estime que les pompiers volontaires doivent être considérés comme des travailleurs lorsqu'ils assurent une garde, que ce soit en caserne ou à domicile. Cette décision pourrait avoir un impact financier important et signifier à terme la fin du volontariat au niveau des services d'incendie.

Avez-vous chiffré l'impact financier total de la décision du tribunal de Dinant? Quelle est votre interprétation des directives européennes en matière de temps de travail? Comment ces directives doivent-elles s'appliquer aux pompiers volontaires? Comment prenez-vous en compte la nouvelle donne au niveau de la mise en œuvre de la réforme des services d'incendie?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le tribunal a estimé qu'il ne convenait pas de faire une différence entre les gardes en caserne et les périodes de disponibilité devant donc être rémunérées identiquement. À cet égard, ce jugement va à l'encontre de la jurisprudence constante de la Cour de Justice de l'Union européenne.

Dans l'arrêt Simap du 3 octobre 2000, la Cour de Justice s'est penchée sur la situation des gardes des médecins et des équipes de premiers soins. Seul le temps lié à la présence effective doit être considéré comme du temps de travail, au sens de la directive européenne. En outre, qualifier une période de "temps de travail" n'entraîne en rien l'obligation de la rémunérer au même taux horaire que les prestations effectives. La Cour de Justice de l'Union européenne a rappelé ce principe dans une ordonnance du 11 janvier 2007.

Il n'existe pas de jurisprudence au sujet de la directive 2003/88 sur le temps de travail.

Mon administration travaille à la rédaction d'un texte réglementaire relatif à la durée des diverses prestations des pompiers volontaires. Il fera l'objet d'une concertation avec les Régions avant d'être soumis à l'avis du Conseil d'État.

11.03 Valérie Déom (PS): J'étais à la commission relative aux abus sexuels; je suis partie à la seconde même où on m'a appelée. Vous auriez pu attendre que je pose ma question et que j'entende la réponse complète de la ministre.

Le **président**: Le Règlement est très clair.

11.04 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): Vous ne dites rien de l'incidence financière totale. Visiblement, il apparaît une différence d'interprétation entre la Cour de Justice et le tribunal de Dinant. Une définition plus précise du temps de travail pour les volontaires et de leur rémunération reste à faire.

11.05 Valérie Déom (PS): Un commissaire européen a apporté une réponse claire à cette question de l'assimilation des heures de garde aux heures de travail, réponse qui convient tout à fait aux pompiers volontaires. On imagine bien que la Commission a fait sienne cette décision.

Je réitère ma demande visant à progresser dans ce dossier.

L'incident est clos.

Le **président**: M. Veys est absent. Sa question n° 2074 est reportée.

La réunion publique est levée à 15 h 30.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1902 van de heer Tuybens is omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de situatie van de koptische gemeenschap in België" (nr. 1914)

01.01 Alexandra Colen (VB): In verschillende landen werden vanuit Al Qaeda bedreigingen tegen de koptische gemeenschap geuit. Verschillende landen namen al beschermende maatregelen.

Komen er ook koptische kerken of centra in ons land voor op de lijst van Al Qaeda? Werden er maatregelen genomen om de veiligheid van de koptische christenen te waarborgen? Is er Europees overleg over een meer overkoepelende aanpak?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het OCAD kwam na een evaluatie tot het besluit dat er een gemiddelde dreiging, van niveau 2 dus, rust op de koptische kerken of centra in België. Aangepaste beschermingsmaatregelen werden genomen. De lokale autoriteiten van de steden waar zich koptische gemeenschappen bevinden, moeten waakzaam zijn. Meer details kan ik hier niet geven.

Het koptisch kerstfeest is overigens zonder problemen gevierd op 7 januari 2011.

Europese contacten vinden plaats op het niveau van de diensten die belast zijn met de evaluatie van de dreiging.

01.03 Alexandra Colen (VB): De aandacht mag niet verslappen, aangezien christelijke kerken van allerlei signatuur geregeld het doelwit vormen van moslimextremisme.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de grensovergang tussen België en Duitsland op de autosnelweg E40 ter hoogte van Lichtenbusch" (nr. 1945)

02.01 Katrin Jadin (MR): Naar verluidt doen er zich ernstige veiligheidsproblemen voor op het parkeerterrein aan de grensovergang Lichtenbusch op de E40. Dat is niet alleen hinderlijk voor de gebruikers, maar ook voor de uitbaters en het personeel van het hotel dat daar is gevestigd. Er is sprake van drugshandel, afpersing en andere praktijken die het daglicht niet kunnen velen. Jaarlijks steken 30 miljoen mensen daar de Duits-Belgische grens over.

Bent u op de hoogte van die veiligheidsproblemen? Hoeveel interventies vinden er daar plaats en hoe vaak voert de snelwegpolitie daar controles uit? Hoe is de toestand op de andere parkeerterreinen langs onze snelwegen, meer bepaald aan de grensovergangen? Stelt men daar dezelfde feiten vast?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Die problemen zijn ons bekend. In 2009 heeft de gerechtelijke politie 87 klachten wegens flessentrekkerij en drie klachten wegens ladingdiefstal opgetekend. In 2010 waren dat er 16 wegens flessentrekkerij en één wegens gekwalificeerde diefstal. De gerechtelijke politie heeft geen kennis van klachten die zouden zijn ingediend door het hotel dat zich op het parkeerterrein bevindt.

Op de parkeerterreinen aan de Franse grens is er te weinig plaats voor vrachtwagens. De onveiligheid is dikwijls toe te schrijven aan het feit dat de parkeerterreinen te klein of onvoldoende uitgerust zijn.

De federale wegpolitie patrouilleert frequenter op die parkeerterreinen.

Wat de preventie betreft, wil ik melding maken van het project betreffende de beveiliging van de parkeerterreinen dat ik tijdens het Belgisch voorzitterschap op poten heb gezet. Ik heb de goedkeuring van mijn 26 collega's gekregen om veiligheidsmaatregelen uit te werken, gaande van aangepaste verlichting tot het plaatsen van bewakingscamera's. Die beveiligingsmiddelen werden vertaald in een model, dat vijf categorieën van parkeerterreinen bevat, onderverdeeld op grond van hun veiligheidsgraad. Dat model werd goedgekeurd tijdens de Raad Justitie en Binnenlandse Zaken van november 2010.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het verloop van de onderzoeksopdrachten" (nr. 2058)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het onrechtmatig gebruik van politionele informatie door bepaalde leden van de politie" (nr. 2059)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot het onthaal van de burgers door de politiediensten" (nr. 2060)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P inzake inbeslagnames" (nr. 2061)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van het Vast Comité P met betrekking tot integriteitsschendingen" (nr. 2062)

03.01 Olivier Maingain (MR): Het jaarverslag 2009 van het Comité P is sinds 15 december beschikbaar. In het verslag worden aanbevelingen geformuleerd voor een verbetering van de politiefuncties.

Het eerste thema betreft de rechercheopdrachten van de politiediensten. Het Comité P stelt voor een nationale richtlijn met betrekking tot plaatsopnemingen in te voeren. In het belang van het onderzoek en de bewijsvoering moet gestreefd worden naar zo weinig mogelijk tijdverlies tussen de eerste vaststellingen en verdere onderzoeksdaten.

Hoever staat het met de voorbereiding van een dergelijke richtlijn die de praktijken kan standaardiseren en de kwaliteit verbeteren?

Het tweede thema heeft betrekking op het onthaal van burgers door politiediensten. Het Comité P betreurt dat er in de praktijk vaak gesteund wordt op improvisatie en dat een globale 'onthaalvisie' ontbreekt. Alle politieambtenaren zouden een bijzondere opleiding met betrekking tot slachtofferbejegening moeten volgen. Er is volgens het Comité behoefte aan een nationale omzendbrief betreffende het bijstaan van slachtoffers van nevenschade die kan ontstaan bij politie-interventies. Op lokaal niveau zou het bijstaan van slachtoffers van een arrestatie of een versterkte huiszoeking deel moeten uitmaken van de taken van maatschappelijk assistenten van de lokale politiezones.

Wordt er actie ondernomen om een heldere onthaalprocedure uit te werken, met name voor het noteren van klachten en aangiften en het inrichten van opleidingen?

Het derde punt betreft het onrechtmatig gebruik van gegevens, niet alleen uit politionele maar ook uit externe databanken (zoals het Rijksregister of het register van de ingeschreven voertuigen), door sommige politieagenten voor persoonlijke doeleinden. Ook administratieve medewerkers die niet altijd gemachtigd zijn om die gegevens te raadplegen, gaan soms over de schreef. Het Comité P beveelt aan om na elke consultatie de toegang tot de databanken af te sluiten en de medewerkers geregeld te herinneren aan de regels. Het Comité P vindt het tevens aangewezen om opzoeken die betrekking hebben op personen die de politiemedewerkers persoonlijk kennen, niet door die medewerkers zelf te laten verrichten.

Zult u maatregelen nemen om onwettelijk gebruik van de politiedatabanken uit te sluiten?

Wat de inbeslagname betreft, vermeldt het Comité P dat er nog veel problemen bestaan (verdwijning van in beslag genomen goederen of geld). Volgens het Comité P kunnen die disfuncties worden toegeschreven aan het ontbreken van duidelijke richtlijnen of het gebrekkige toezicht op de naleving ervan, het bestaan van gedeelde en versnipperde verantwoordelijkheden en aan de eenvoudige toegang tot de kluis voor meerdere personen of juist aan de afwezigheid van een kluis.

Welke maatregelen zullen er genomen worden om gevolg te geven aan de aanbevelingen van het Comité P?

Elk jaar gaat een groot deel van de ingediende klachten over de schending van de fysieke integriteit van burgers. Het Comité P betreurt het gebrek aan een structureel beleid en een systematische follow-up.

Hoe denkt u die wantoestanden aan te pakken?

03.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik heb het rapport van het Comité P met aandacht gelezen.

De basisopleiding van alle leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie bevat een hoofdstuk over slachtofferhulp. Er worden ook voortgezette opleidingen over dat thema aangeboden. In het opleidingsplan van 2011 krijgt dat aspect voorrang.

Er bestaat geen omzendbrief over de bijstand aan personen die worden aangehouden. De plichten van de politiediensten te hunnen aanzien zijn wel opgenomen in de wet op het politieambt.

De Algemene Nationale Gegevensbank (ANG) is uitsluitend toegankelijk voor politieagenten die daartoe een specifieke toelating van hun hiërarchische overste hebben gekregen. De leidinggevende ambtenaren moeten bovendien nagaan of de raadpleging van de gegevensbank door een lid van de politie volgens de regels is verlopen. De gebruikers zullen eraan worden herinnerd dat ze de gegevensbank moeten afsluiten zodra ze hun opzoeken hebben beëindigd. Disciplinaire en gerechtelijke sancties zijn mogelijk. Er werd een sensibiliseringscampagne gevoerd. Er wordt dus zowel repressief als preventief opgetreden.

De ministeriële omzendbrief GPI 62 van 14 februari 2008 betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie voorziet in de registratie en de analyse van het geweld en de dwang die door en ten aanzien van de politie worden gebruikt. Een werkgroep ontwikkelt de gepaste procedure om die registratie nader te bepalen en te automatiseren.

Opleiding en training komen aan bod in de omzendbrief GPI 48 betreffende de opleiding en training in

geweldbeheersing voor de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten.

De vragen in verband met een nationale richtlijn betreffende plaatsopnemingen en het beheer van in beslag genomen voorwerpen vallen onder de bevoegdheid van de minister van Justitie.

03.03 Olivier Maingain (MR): Ik noteer dat u aandacht hebt voor een betere opleiding van de toekomstige politieambtenaren én voor de voortgezette opleiding, zoals gevraagd door het Comité P.

Ook in de overlegcommissie met de lokale politie zouden de aanbevelingen van het Comité P moeten worden opgevolgd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1957 van de heer Kindermans wordt geschrapt.

04 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het testen van de alarmsirenes in de buurt van nucleaire sites en Sevesohogedrempelinrichtingen" (nr. 1969)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken zou op 6 januari de elektronische sirenes in de nabijheid van nucleaire sites en Sevesohogedrempelinrichtingen testen. Op die manier wilde men nagaan of die toestellen goed werken. Het Crisiscentrum heeft besloten die oefening omwille van de sneeuw te annuleren.

Kunt u deze informatie bevestigen? In welke staat verkeren de verschillende sirenes? Hoeveel sirenes werken er percentsgewijs in de drie Gewesten? Waarom beschikken de batterijen van die sirenes slechts over een beperkt vermogen? In hoeverre werden de nood- en alarminrichtingen aangepast aan het extreme winterweer, dat toen al bijna een maand duurde? Hoe en binnen welke termijn zal men dit probleem aanpakken?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Dat de test niet doorging, betekent niet dat de sirenes niet zouden hebben gewerkt als er zich een echt probleem zou hebben voorgedaan. Men wilde de batterijen sparen, opdat ze in een echte noodsituatie zouden kunnen werken.

De stille tests vonden plaats op 6 januari. Meer dan 99 procent van de sirenes in Vlaanderen en bijna 80 procent van die in Wallonië werkten. Uit de analyse van de probleemsites bleek dat de storingen zodanig verspreid zijn dat, in geval van een noodsituatie, de sirenes in alle regio's goed hoorbaar zouden zijn.

Toen de sirenes op 6 januari werden getest, hadden ze een verminderd vermogen door de extreme koude en de winterse duisternis. De technische keuze om de sirenes op zonne-energie te laten werken wordt niet ter discussie gesteld, maar de dag na de tests werden er wel meteen maatregelen genomen om gerichte oplossingen aan te dragen. Wat de in 2010 uitgevoerde tests betreft, werd een gemiddeld resultaat van 98 procent bereikt.

04.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Dat is een goed gemiddelde. We hebben uitzonderlijk bar winterweer gekend. Misschien zal dat in de toekomst vaker voorkomen en moet de keuze om gebruik te maken van zonnepanelen voor de stroomvoorziening van de systemen waarmee de bevolking moet worden geïnformeerd en gewaarschuwd, worden aangevuld met een regelmatig toezicht door de diensten van de FOD Binnenlandse Zaken.

Ik hoop dat men de nodige lering zal trekken uit het gebeurde, zodat die voorzieningen naar behoren kunnen werken indien er zich een ongeval voordoet. Ik stel vast dat u de nodige waakzaamheid aan de dag legt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "incidenten met bewakingsbeelden" (nr. 2010)

05.01 Leen Dierick (CD&V): Onlangs kwam uit dat een bewakingsagent bewakingsbeelden – veelal van

vrouwelijk schoon – op een USB-stick had opgeslagen.

Is zoiets gebruikelijk? Mogen die beelden de controlekamer verlaten? Wat is de procedure voor het omgaan met bewakingsbeelden? Zijn er nog meer van deze incidenten geweest? Heeft de inspectie van Binnenlandse Zaken een onderzoek ingesteld naar deze feiten? Volgen er maatregelen of sancties?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De bewakingswet bevat geen regels over de bevoegdheden van bewakingsagenten die controle uitvoeren via telebewaking. Dit wordt geregeld door de camerawet, een bijzondere wet die op iedereen van toepassing is.

Het is onaanvaardbaar dat bewakingsagenten zelf beelden opnemen en mensen begluren zonder dat de veiligheid dit vereist. Ik kan de identificatiekaart van deze agenten laten schorsen of intrekken. In 2006 is dat al eens gebeurd wegens een soortgelijk incident. Mijn diensten zijn een onderzoek gestart en ook de Privacycommissie zal het geval onderzoeken. Als er inbreuken zijn geweest op de bewakingswetgeving of als er deontologisch onduidelijke feiten aangetoond worden, zal ik de nodige sancties nemen.

05.03 **Leen Dierick** (CD&V): Ik ben blij dat het blijkbaar niet om een vaak voorkomend probleem gaat.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2011 van mevrouw Galant is uitgesteld.

06 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Annick Ponthier** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "taalproblemen bij de 100-centrales" (nr. 2035)

- mevrouw **Katrin Jadin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de 101-noodoproepen" (nr. 2145)

- de heer **Raf Terwingen** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "taalproblemen bij de hulpcentrale 100" (nr. 2172)

06.01 **Annick Ponthier** (VB): Bij een noodoproep kan het in sommige regio's gebeuren dat er kostbare minuten verloren gaan omdat een persoon die opbelt eerst een Franstalig personeelslid en daarna soms zelfs een Duitstalig personeelslid aan de lijn krijgt, alvorens hij zijn verhaal in het Nederlands kan doen. Dat gebeurde onlangs in Riemst.

Kan de minister over dat concrete voorval meer uitleg geven? Kan de minister een opsomming geven van gelijkaardige incidenten en ze toelichten? Hoe verklaart de minister dergelijke incidenten? Welke maatregelen kondigde de minister vroeger al aan en welke daarvan zijn uitgevoerd? Welke maatregelen plant de minister nu?

06.02 **Katrin Jadin** (MR): Een inwoner van Saint-Sauveur (Frasnes-lez-Anvaing) die het slachtoffer geworden was van een poging tot inbraak belde naar de dienst 101. Hij werd te woord gestaan door een Nederlandstalige calltaker die het Frans niet erg goed beheerste. De agent wist bovendien niet waar Saint-Sauveur gelegen is.

Is het normaal dat een burger die een noodnummer belt niemand aan de telefoon krijgt die hem probleemloos in zijn taal te woord kan staan?

In dit geval werd de oproep om 2.45 uur doorgegeven en was de politie pas anderhalf uur later ter plaatse.

Waarom duurde dit zo lang en hoe kan hieraan worden verholpen? Wordt dit voorval onderzocht?

06.03 **Raf Terwingen** (CD&V): Ik sluit me helemaal aan bij mevrouw Ponthier.

06.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Ik ben van het probleem op de hoogte. Voor oproepen vanaf een vaste lijn zou dit niet mogen gebeuren, tenzij er een foute routing gebeurt bij de telecomoperatoren. In dat geval wordt de fout aan hen gemeld en door hen rechtgezet.

(Frans) Gsm-oproepen worden soms verkeerd gerouteerd, omdat de oproep via de dichtstbijzijnde antenne wordt doorgestuurd. Het gebeurt wel eens dat een oproep vanuit een gemeente aan de ene kant van de taalgrens wordt opgevangen door een antenne aan de andere kant, waardoor de oproep wordt doorgestuurd naar een noodcentrale van de andere taalrol. Onze hulpdiensten hebben er trouwens bij de gsm-operatoren op aangedrongen dat zij hun netwerk langs de taalgrens zouden optimaliseren.

Wat de rol van de gsm-operatoren betreft, verwijs ik u naar mijn collega bevoegd voor telecommunicatie.

Kennis van de andere landstaal kan voor de operatoren van de noodcentrales, behalve van de Brusselse, niet verplicht gesteld worden op grond van de taalwetgeving.

(Nederlands) We stonden al erg ver om honderd aangestelden te federaliseren en ze via opleiding en premies te stimuleren de tweede landstaal machtig te worden. In de periode van lopende zaken is het dossier blijven liggen, al ga ik nu wel na wat ik er nog in kan bereiken.

De situatie wordt op dit ogenblik procedureel ondervangen door een samenwerking tussen verschillende centrales. Het is de bedoeling dat de honderd aangestelden, wanneer ze een oproep in de andere landstaal krijgen, bij de minste twijfel het gesprek moeten aangaan met een 100-centrale van de andere landstaal.

In het kader van de projectwerking 112 bekijken de nooddiensten welke initiatieven nog kunnen worden genomen om iedereen nog beter in zijn of haar taal te bedienen.

(Frans) Wat de tweede en de derde vraag van mevrouw Jadin betreft, vraag ik u me de datum van de telefonische oproep te bezorgen, zodat ik de politiediensten hierover kan ondervragen. Ik zal u dan een schriftelijk antwoord bezorgen.

06.05 Annick Ponthier (VB): De problemen bestaan nog steeds en de routing van mobiele oproepen gebeurt niet foutloos. In 2006 heeft minister Dewael al testen aangekondigd die nadien met de mobiele operatoren zouden worden besproken. We zullen naar de resultaten vragen aan de bevoegde minister.

Door wie worden de medewerkers van het callcenter dan nu aangeworven als dat niet de federale overheid is?

06.06 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Door de gemeenten.

06.07 Annick Ponthier (VB): Is het dan niet aangewezen dat de minister er bij de burgemeesters op aandringt dat het personeel minstens tweetalig moet zijn? Als de coördinatie tussen de gsm-operatoren al jaren niet goed loopt, dan moeten we de oplossing daar niet blijven zoeken. Ik dring aan op initiatieven door de regering van lopende zaken.

06.08 Raf Terwingen (CD&V): Het probleem bestaat al lang, maar raakt blijkbaar moeilijk opgelost. De snelheid van de hulpdiensten moet altijd primeren. Als er dus duidelijke teksten klaarliggen op de kabinetten, mogen de gsm-operatoren dat niet blokkeren. Veiligheid staat boven commercieel belang, me dunkt.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de Copernicuspremie voor het politiepersoneel van het operationele kader" (nr. 2011)

07.01 Jacqueline Galant (MR): Op 28 september laatstleden werd de Belgische Staat met terugwerkende kracht tot 2002 door de rechter veroordeeld tot het betalen van de Copernicuspremie aan de leden van de federale en lokale politie die lid zijn van Sypol. Bij een eventuele veroordeling zou mijn politiezone 400.000 euro meer moeten betalen.

Hoever staat het met dit dossier? Zou de federale overheid de politiezones niet ter hulp moeten komen? Zou er, bij het uitwerken van een nieuw financieringsmechanisme voor de politiezones, geen rekening moeten worden gehouden met dit nieuwe gegeven?

07.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het is voorbarig om het te hebben over een veroordeling, aangezien opdracht werd gegeven om beroep in te stellen. Wat de gemeenschappelijke belangen betreft, zullen de argumenten worden opgesteld in overleg met de verenigingen van steden en gemeenten. Inzake financiële verdeling organiseert elk zijn eigen verdediging. Voor de herziening van de wet betreffende de financiering van de politiezones is een regering met volle bevoegdheid nodig.

07.03 **Jacqueline Galant** (MR): Sybol had al een aanklacht ingediend. Ook de andere vakbonden hebben een verzoekschrift ingediend. Wij moeten de situatie aandachtig volgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2055 van de heer Frédéric is omgezet in een schriftelijke vraag.

08 **Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de stiptheidsacties van de 100-centrale in Leuven" (nr. 2068)**

08.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Eind december startte het personeel van de Leuvense 100-centrale met een stiptheidsactie, voor een correct loon, bijkomende aanwervingen en betere werkomstandigheden. De actie loopt nog steeds. Oproepen worden zonder bevraging en zonder behandeling doorverbonden. Daarnaast worden anderstalige oproepen nog enkel in het Nederlands beantwoord. Dat zou voor zeer gevaarlijke situaties kunnen zorgen.

Loopt er overleg met het ontevreden personeel? Komt door deze actie de dienstverlening in het gedrang? Zijn er daadwerkelijke risico's?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De stiptheidsactie houdt inderdaad verband met een tekort aan personeel in het hulpcentrum Vlaams-Brabant. Mijn diensten hebben de nodige maatregelen genomen: in 2009 werden er negen federale operatoren gerekruteerd en in 2010 drie. Het centrum is volgens mij dus voldoende bemand. De aangestelden in de meldkamer die de stiptheidsactie voeren, zijn werknemers van de stad Leuven. De stad moet dus beslissen of er nog bijkomende aanwervingen nodig zijn.

Er is ook ontevredenheid over het verschil in statuut tussen aangestelden en calltakers in de politionele meldkamer. Ik heb daarom aan de regering voorgesteld om het gemeentelijke personeel te federaliseren. Die gesprekken kunnen starten.

Er is nog een derde grond voor het protest. Elk hulpcentrum 100/112 moet een functie van ploegleider invoeren. De stad Leuven heeft die procedure nog niet gestart, maar heeft in de plaats een aanspreekpunt ingevoerd. De operatoren gaan niet akkoord met die voorlopige functie. Ook hier ligt de bal dus in het kamp van de stad.

De operatoren garanderen dat alle noodoproepen behandeld worden, maar het is duidelijk dat deze actie niet bevorderlijk is voor een ideale hulpverlening. Zo doen ze geen basisbevraging bij dringende politionele oproepen naar de noodnummers 100/112 vooraleer zij de oproep doorschakelen naar de meldkamer van de politie. Die aanpak vergroot het tijdverlies en het risico.

08.03 **Karolien Grosemans** (N-VA): Er wordt dus een en ander van de stad verwacht. Men moet beseffen dat de calltakers echt op hun tandvlees zitten.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen van mevrouw Lahaye-Battheu (nrs 2072 en 2073) en de heer Jadot (nrs 2078 en

2087) zijn uitgesteld. De heer Veys is afwezig en kan zijn vraag nr. 2074 dus niet stellen.

09 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de voorgenomen sluiting van de voorpost van de civiele bescherming in Oudenaarde" (nr. 2148)

09.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Volgens persberichten zou de voorpost van de civiele bescherming te Oudenaarde definitief opgedoekt worden. Klopt dit bericht?

Wat gebeurt er dan met de vrijwilligers en de werking en met het materiaal dat daar nog aanwezig is? Heeft de minister contact gehad met de burgemeester? Wat zijn de gevolgen van de reorganisatie van de civiele bescherming voor de vrijwilligerswerking in het algemeen? Heeft de sluiting ook gevolgen voor de risicodekking die werd berekend bij de brandweershervorming? Zal de toekomstige brandweerzone voor de dekking zorgen? Wat zijn dan de geschatte budgettaire implicaties?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): De beslissing tot sluiting van de voorpost in Oudenaarde maakt geen deel uit van een reorganisatieplan van de civiele bescherming, maar heeft te maken met het feit er geen personeel meer verbonden is aan die post. De civiele bescherming heeft twee soorten vrijwilligers: kernvrijwilligers en reservisten. De kernvrijwilligers uit de regio Oudenaarde zijn sinds twee jaar allemaal ondergebracht bij de permanente eenheid van Liedekerke. Reservisten-vrijwilligers zijn in Oudenaarde niet meer aanwezig.

De colonnechef van Liedekerke heeft zelf het voorstel gedaan om de voorpost van Oudenaarde te sluiten. Dit voorstel is uitvoerig besproken met de andere colonnechefs en de hiërarchische overheid. Zij waren allemaal dezelfde mening toegedaan. Met het stadsbestuur van Oudenaarde zal op korte termijn overleg plaatsvinden. De stad heeft er alle baat bij dat ze een beroep kan doen op de goed uitgeruste eenheid in Liedekerke. De sluiting heeft geen invloed op de risicodekking.

De twee bestelwagens zullen overgedragen worden aan de permanente eenheid van de civiele bescherming van Liedekerke, waartoe de voorpost behoort.

09.03 Stefaan Vercamer (CD&V): De vrijwilligers van de civiele bescherming hebben het gevoel dat het altijd maar moeilijker en moeilijker wordt. We moeten inderdaad uitmuntend personeel hebben, maar hoe zal men omgaan met de vrijwilligers die niet meer slagen voor alle proeven? Laat de minister hun ervaring en knowhow volledig vallen?

09.04 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Wij laten de vrijwilligers absoluut niet vallen. Wij hebben onlangs nog een campagne gevoerd om extra vrijwilligers te rekruteren. De slaagpercentages voor de selectieproeven – die niet licht zijn – liggen hoog. De nieuwe regels zijn er niet gekomen om de vrijwilligers uit te stoten, integendeel. Ik ben er rotsvast van overtuigd dat men die vrijwilligers nodig heeft.

09.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Ik vind het een gemiste kans dat men de civiele bescherming niet heeft opgenomen in de reorganisatie van de brandweer. De vrijwilligers moeten nu vanuit Oudenaarde naar Liedekerke vertrekken – dat is 40 kilometer – om daar dan commando's te krijgen. Dat is ook zo bij overstromingen in de regio.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het nationaal brandpreventieplan" (nr. 2115)

10.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): In februari 2010 lanceerde de minister het nationaal brandpreventieplan om het aantal doden en gewonden door woningbranden terug te dringen. Ook zouden speciaal opgeleide brandpreventieadviseurs worden ingezet.

Hoever staat het met dat plan? Beschikken alle brandweerkorpsen over preventieadviseurs? In hoeverre worden die ingezet?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De task force voor brandpreventie werd opgericht met het oog op de uitwerking van een integrale benadering van brand en CO-vergiftiging. De functie van brandpreventieadviseur werd gedefinieerd, de opleiding ontwikkeld en er werden in 2010 al vier sessies met opleidingen georganiseerd. De checklist 'Is mijn woning brandveilig?' werd opgesteld. Ook on line kan de burger preventietips op maat vinden. Toestellen werden ontwikkeld om de brandpreventieadviseur te ondersteunen en verschillende sensibilisatiecampagnes werden georganiseerd. Een brandpreventie-enquête is uitgevoerd om na te gaan in hoeverre de problematiek leeft bij de burger.

In 2011 zal verder worden gewerkt aan het nationale brandpreventieplan voor woningen, met opleidingen en bijscholingen van de brandpreventieadviseurs, en met nog meer sensibilisatiecampagnes.

87 brandpreventieadviseurs zijn nu opgeleid en 28 operationele bases beschikken over één of meer brandpreventieadviseurs.

Zij moeten infosessies houden voor specifieke doelgroepen, burgers sensibiliseren via lokale initiatieven, maar ook advies geven op vraag van de burger en op maat van de woning. Aangezien die vragen lokaal worden opgevolgd, weet ik niet in hoeverre op hen een beroep wordt gedaan.

10.03 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Zijn die 87 opgeleide adviseurs gespreid over het hele land?

10.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Ja. Van de 32 preoperationele zones zijn er 28 die over één of meerdere brandpreventieadviseurs beschikken. Over eventuele verschillen tussen de provincies moet ik de cijfers opvragen.

Het incident is gesloten.

11 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Valérie Déom** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de beslissing van de arbeidsrechtbank te Dinant met betrekking tot de erkenning van het werknemersstatuut voor de vrijwillige brandweerlieden en de betaling van hun wachtprestaties aan huis als arbeidsuren" (nr. 2159)
 - de heer **Ronny Balcaen** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de uitspraak van de rechtbank te Dinant met betrekking tot de arbeidstijd van de vrijwillige brandweerlieden" (nr. 2166)

11.01 **Ronny Balcaen** (Ecolo-Groen!): Ingevolge de klacht van de vrijwillige brandweerlieden van Couvin heeft de rechtbank van eerste aanleg te Dinant op grond van verscheidene Europese richtlijnen geoordeeld dat de vrijwillige brandweerlieden als werknemers beschouwd moeten worden wanneer ze een wachtdienst draaien, ongeacht of ze dat in de kazerne of thuis doen. Die beslissing zou grote financiële gevolgen kunnen hebben en op termijn het einde van het vrijwilligerswerk bij de brandweer kunnen betekenen.

Heeft u de totale financiële impact van de beslissing van de rechtbank van Dinant berekend? Hoe interpreteert u de Europese richtlijnen inzake arbeidstijd? Hoe moeten die richtlijnen toegepast worden op de vrijwillige brandweerlieden? Hoe houdt u bij de uitvoering van de hervorming van de brandweerdiensten rekening met dat nieuwe feit?

11.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De rechtbank heeft geoordeeld dat er geen onderscheid mag worden gemaakt tussen de wachtdiensten in de kazerne en de tijdstippen waarop een brandweerman beschikbaar moet zijn. Beide moeten op dezelfde wijze bezoldigd worden. De uitspraak druist in dat opzicht in tegen de vaste jurisprudentie van het Europese Hof van Justitie.

In het SIMAP-arrest van 3 oktober 2000 heeft het Hof van Justitie zich gebogen over de situatie van de wachtdiensten van artsen en eerste hulpteams. Enkel de duur van de daadwerkelijke aanwezigheid moet worden beschouwd als arbeidstijd zoals bedoeld in de EU-richtlijn. Het feit dat men een periode als

'arbeidstijd' aanmerkt, betekent bovendien niet dat men voor die periode een vergoeding moet toekennen tegen hetzelfde uurloon als voor de werkelijke prestaties. Het Europese Hof van Justitie heeft dat beginsel in een beschikking van 11 januari 2007 herhaald.

Er bestaat geen rechtspraak over richtlijn 2003/88 betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd.

Mijn administratie werkt aan een reglementaire tekst met betrekking tot de duur van de diverse prestaties van de vrijwillige brandweerlieden. We zullen die tekst met de Gewesten bespreken en hem vervolgens voor advies aan de Raad van State voorleggen.

11.03 Valérie Déom (PS): Ik zat in de bijzondere commissie 'seksueel misbruik'. Toen men me opriep, ben ik onmiddellijk vertrokken. U had even op me kunnen wachten. Zo had ik mijn vraag kunnen stellen en het volledig antwoord van de minister kunnen horen.

De **voorzitter**: Het Reglement is hierover erg duidelijk.

11.04 Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!): U zegt niets over het totale kostenplaatje. De interpretatie van het Hof van Justitie en van de rechtbank van Dinant lopen klaarblijkelijk uiteen. De arbeidstijd en de vergoeding van de vrijwillige brandweerlieden moeten nauwkeuriger worden omschreven.

11.05 Valérie Déom (PS): Een eurocommissaris heeft een duidelijk antwoord gegeven op de vraag met betrekking tot de gelijkstelling van de wachtprestaties met arbeidsuren, waarin de vrijwillige brandweerlieden zich helemaal kunnen vinden. Het ligt voor de hand dat de Commissie zich daarbij aansluit.

Ik vraag nogmaals dat er voortgang zou worden gemaakt met dit dossier.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aangezien de heer Veys afwezig is, wordt zijn vraag nr. 2074 uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.30 uur.